



OUI, LE SYNDICALISME PEUT EMPÊCHER MINUIT DANS LE SIÈCLE !

Dans un contexte d'affrontements impérialistes en lien avec la menace de l'extrême droite, et alors que la survie de l'humanité sur une planète devenue inhabitable est en question, l'irruption du mouvement social en cette rentrée montre que le pire n'est jamais certain. La FSU s'apprête à affronter une année décisive : débats budgétaires, campagne pour les élections professionnelles et élection présidentielle. La façon dont le syndicalisme en général, et la fédération en particulier, s'engageront dans chaque séquence influera sur les autres. La FSU a la responsabilité d'être à l'initiative, combative et de donner des perspectives à la colère sociale qui s'exprime.

La crise d'accumulation du capitalisme mondialisé, qui se heurte aux limites planétaires, produit des affrontements impérialistes. Ainsi, c'est avant tout l'accès aux réserves pétrolières mondiales et l'affaiblissement de la Chine que visaient les États-Unis de Trump en s'attaquant à l'Iran. Cette stratégie a provoqué une guerre dont les conséquences ne sont pas achevées, attaquant le pouvoir d'achat des travailleur·euses du monde entier, exaspérant les tensions sociales intérieures comme géopolitiques. La fragilisation de l'hégémonie états-unienne sur le capitalisme mondialisé conduit à une remilitarisation intensive partout dans le monde, dans des proportions particulièrement grandes en Europe, et fait craindre une intensification des conflits violents.

C'est sur ce terreau que prospère l'extrême droite partout dans le monde : Pérou, Colombie, Autriche, Italie, Slovaquie, Allemagne... Les deux victoires électorales successives de l'AfD sonnent comme un sévère avertissement à quelques mois d'échéances majeures en France. Cette vague s'explique par une large adhésion à une vision du monde située du point de vue du dominant : immigration présentée comme une menace civilisationnelle, soutien inconditionnel au pouvoir israélien qui poursuit le génocide des Palestinien·nes, valorisation masculiniste des dirigeant·es autoritaires présenté·es comme « fort·es », climato-scepticisme et compromission avec les industries fossiles, politique éducative et familiale réactionnaire, antisyndicalisme et liquidation des contre-pouvoirs...

Certains de ces invariants peuvent se retrouver dans l'action politique de Macron et de son gouvernement : loi « permis de tuer », accueil en grande pompe de Milei, mépris ou répression des mobilisations sociales, passivité face au régime israélien, annonce, dans le cadre du budget 2027, d'un « délai de carence » pour la protection sociale des étranger·ères... Il ne s'agit pas tant des calculs politiques d'un pouvoir qui cherche à regagner un peu de popularité en reprenant à son compte des propositions qui semblent faire recette. Il s'agit surtout de gages donnés à l'extrême droite, à l'instar d'une partie du patronat ou de médias qui œuvrent à sa banalisation et à son acceptabilité. Ignorant les leçons de l'histoire, la bourgeoisie semble espérer une forme de « retour sur investissement ».

Urgence écologique : on veut vivre !

L'échéance des 50 °C est pour demain et les politiques d'atténuation et d'adaptation ne peuvent plus attendre. La prise de conscience a monté plusieurs crans cet été dans la population, qui a durement éprouvé les conséquences du dérèglement climatique dans tous les aspects de la vie, redoublant les inégalités sociales : logements bouilliroire ou partis en fumée, [santé](#), travail et études, biodiversité, ressources en eau, prix alimentaires... Des [sondages](#) et surtout, la revitalisation des mobilisations climat, montrent une compréhension de plus en plus large que nous sommes dans une urgence vitale, et que la résolution de la crise écologique déterminera tout le reste. Nous avons la responsabilité de contribuer à imposer l'écologie comme une priorité, et, sur l'échelle des priorités, comme la première, en donnant à voir à une échelle de masse que les catastrophes engendrées par le dérèglement climatique n'ont rien de « naturel », en convainquant que ce n'est pas une fatalité mais le résultat d'un choix, celui d'un monde capitaliste, et qu'il est donc possible, souhaitable, et même vital, de changer de modèle.

La FSU doit s'impliquer résolument dans les mobilisations écologiques : suites du 26 le week-end du 14 novembre, lutte contre les pesticides les 3 (devant l'usine Syngenta à Saint-Pierre-la-Garenne dans l'Eure) et 10-11 octobre (rassemblements décentralisés contre le projet de règlement européen baptisé « Omnibus Pesticides »). Le *Manifeste pour une écologie protectrice* de l'Alliance Écologique et Sociale à paraître le 15 octobre contribuera à imposer dans le débat public des mesures qui peuvent être majoritaires et qui doivent devenir les priorités des politiques publiques. La FSU aura la responsabilité de montrer que les services publics sont non seulement des « amortisseurs » des crises écologique et sociale, mais aussi des leviers de la nécessaire bifurcation.

Cette tentation de bascule doit être combattue en tant que telle : les compromis avec l'extrême droite ne la contiennent pas, ils lui donnent au contraire les clés du pouvoir. Mais il n'y a pas de fatalité. Les résultats électoraux à New-York, Berlin ou en Écosse, montrent que les chemins pour résister existent, qu'ils passent par un travail de terrain auprès des classes populaires, et un discours clair sur les systèmes de domination, l'impérialisme ou la justice sociale et écologique. Cela peut se traduire syndicalement. La mobilisation massive emmenée par l'intersyndicale de Radio France a permis le retrait de C. Sapin des antennes de France Inter. C'est un signal encourageant : il montre la disponibilité des salarié·es à combattre l'extrême droite et ses idées, et que le syndicalisme a une partition à jouer, en remplaçant dans l'agenda politico-médiatique les thématiques qui font monter l'extrême droite et ses idées par des alternatives de justice écologique et sociale pour faire advenir un autre monde, plus désirable.

Politiser les questions budgétaires

Lecornu a d'ores et déjà dévoilé sa « trajectoire budgétaire ». Sans surprise, il annonce une « stabilité fiscale » (comprendre : on poursuit en l'accentuant la politique de cadeaux fiscaux aux ultra-riches et aux grandes entreprises multinationales) qui impose des économies massives chiffrées à 54 milliards d'euros : coupes dans les ministères, gel du point d'indice des fonctionnaires, de l'APL, augmentation du reste à charge et limitation des arrêts pour les malades, suppression de l'abattement de 10 % ou désindexation partielle des retraites... Un menu qui n'a rien à envier au « musée des horreurs » du budget Bayrou il y a un an.

Selon de toutes [nouvelles estimations](#) réalisées sur les 45 dernières années, le montant des aides publiques aux entreprises (faites d'allègements fiscaux et de cotisations sociales) s'élève en moyenne à 194 milliards d'euros par an, avec une nette accélération depuis les années 2010 et l'arrivée de Macron au ministère de l'économie. Une moyenne à mettre en relation avec les 152,5 milliards d'euros de déficit public en 2025. Rompre avec la politique inefficace d'assèchement des recettes au profit du grand patronat et des plus riches permettrait de régler la question du déficit. Mais cela n'épuiserait pas en totalité la question des investissements nécessaires dans les priorités décisives, notamment dans les services publics et la bifurcation écologique. Il faudrait pour cela sortir du logiciel néolibéral concernant la dette, en s'émancipant de la domination des marchés financiers.

Face à cette situation, les campagnes à mener (des campagnes de terrain que la perspective des élections professionnelles doit

conduire la FSU à occuper) et les luttes à construire sont de plusieurs ordres. Les débats budgétaires sont l'occasion de continuer à démystifier les discours actuellement majoritaires sur le déficit et la dette publique, à politiser ces questions autour de la répartition des richesses, pour convaincre que l'austérité budgétaire est nocive et que d'autres choix sont possibles, finançables et bénéfiques. Si la FSU doit continuer à marteler la question salariale, elle doit la mettre en lien avec les réponses de rupture plus générales qu'elle revendique. Par exemple, la hausse des salaires est une réponse à l'augmentation des prix des carburants. Cependant, elle doit s'inscrire dans une politique de justice sociale et climatique plus globale : blocage des prix, taxation des superprofits des multinationales fossiles et fin des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises, afin de garantir le financement de la Sécurité sociale pour toutes et tous. De même, l'augmentation des prix alimentaires, due pour partie aux fortes températures de l'été, est l'occasion de parler du modèle agricole productiviste qui nous condamne et de la nécessaire bifurcation vers l'agriculture paysanne. Ou encore, le financement de la loi intégrale à hauteur de 3 milliards supplémentaires est l'un des enjeux majeurs des discussions parlementaires actuelles et la FSU doit se montrer à la hauteur du moment en ayant pour boussole l'intérêt supérieur des femmes et des enfants victimes. C'est aussi une façon d'obtenir les moyens nécessaires pour nos métiers.

Une rentrée sociale plus chaude que le climat

La rentrée politique s'est donc faite sur le terrain de l'immigration, de la « sécurité », du « mur » de la dette, du voile dans l'espace public... pour tenter de faire oublier que le néolibéralisme et l'extrême droite sont incompetents à résoudre la crise climatique comme la crise sociale. Tout ce petit monde comptait dérouler à son aise ses thématiques austéritaires, identitaires et sécuritaires, sans voir venir une rentrée sociale effervescente, remettant nos priorités au cœur du débat public.

Luttes féministes, avec la reprise des rassemblements du lundi soir pour une loi intégrale et son financement, avec un point d'orgue le 28 septembre, journée pour le droit à l'avortement ; pour les droits et libertés avec les manifestations fournies, jeunes et dynamiques contre la loi « permis de tuer » des 19 et 20 septembre ; écologiques avec les initiatives climat les 15 et 26 septembre, qui ont rassemblé, de manière intergénérationnelle, citoyen·nes non-organisé·es, militants associatifs et syndicalistes ; grève et manifestations réussies pour nos salaires et les services publics le 29 septembre ; mobilisations lycéennes pour plus de moyens humains et maté-

L'école : un service public à renforcer d'urgence

Nos revendications générales pour les services publics peuvent s'incarner dans une campagne sur l'école, comme exemple de service public à renforcer d'urgence. A la rentrée, du centre à l'extrême droite, les candidat·es ont tenté de draguer l'électorat enseignant en promettant des augmentations de salaire, puis quelques semaines plus tard, les résultats de l'enquête Pisa ont alimenté leurs discours réactionnaires, passant sous silence 10 ans de réformes macronistes faites de baisse des moyens, de casse du métier et d'entrave à l'émancipation de la jeunesse. Si les biais de cette enquête sont nombreux, et si elle en dit surtout long sur ce que le capitalisme fait à l'école, il n'en demeure pas moins que l'édition 2026 confirme le creusement des inégalités socio-scolaires en France. Ainsi, les élèves de Seconde générale et technologique obtiennent des résultats dans la moyenne haute des pays de l'OCDE, quand les élèves de Seconde professionnelle figurent parmi les plus faibles. Le ministre veut y voir la preuve qu'il faudrait réformer le collège parce qu'il est unique. Ces inégalités béantes montrent au contraire que la séparation des parcours des élèves a des effets délétères en amont comme en aval.

Par ailleurs, le rapport très documenté de l'Observatoire International des Prisons, intitulé *Adolescence emprisonnée : Le désastre de la réponse carcérale*, a été rendu public le 22 septembre dernier. Il révèle l'insuffisance des moyens éducatifs et sociaux, dénonce l'indignité des conditions d'incarcération que subissent chaque année plus de 3 000 enfants incarcéré·es, et prône la fin de l'enfermement des enfants et adolescent·es.

L'Éducation nationale, la protection de l'enfance et la justice des enfants sont aujourd'hui des services publics en grave danger d'effondrement. La FSU doit être à l'offensive, en popularisant son projet pour une éducation publique démocratique, émancipatrice, réellement inclusive et pro-

-riels, qui rejoignent nos revendications, et dont la répression est inacceptable. Et, en perspectives, un mois d'actions en octobre en solidarité avec le peuple palestinien et pour bloquer la machine de guerre israélienne, une mobilisation pour l'augmentation des retraites complémentaires le 14 octobre, ainsi qu'un rassemblement antifasciste le 24 octobre à Orléans au moment du congrès du RN.

Mobiliser dans la durée pour peser

Chacune de ces mobilisations se situe sur des terrains qui sont aussi des marqueurs pour notre syndicalisme, témoigne de la disponibilité de différentes composantes de notre camp social à se mobiliser, et, ensemble, elles participent du climat combatif que la FSU doit contribuer à installer dans la durée : elles sont les premiers barrages contre l'extrême droite et ses idées. La FSU doit continuer à y prendre toute sa part, en s'impliquant pleinement dans tous les cadres permettant d'en construire les suites. Les thématiques de ces mobilisations, leur dynamisme et leur capacité à agréger plusieurs cercles militants et au-delà de ces derniers, ont déjà modifié le contexte dans lequel les débats budgétaires s'ouvrent, et celui électoral à suivre. Ces échéances ne se présentent plus de la même façon car le mouvement social a déjà réussi à peser.

Les annonces budgétaires de Lecornu, la flambée des prix, notamment des carburants, et le possible retour des Gilets Jaunes annoncé pour le 17 octobre qu'il faudra « attraper », poussent à de nouvelles initiatives :

⇒ construire un rebond syndical au 29 le plus large possible par la grève et a minima avec nos partenaires de lutte et de transformation sociale,

⇒ continuer à occuper les terrains féministe (le protocole d'accord sur l'égalité professionnelle dans la fonction publique peut être l'opportunité de dénoncer le « féminisme washing » du pouvoir), écologique, de la défense des droits et libertés et pour la solidarité internationale.

Voilà nos tâches syndicales immédiates !

Élections professionnelles : renforcer la FSU !

Les élections professionnelles du 3 au 10 décembre prochains seront un moment particulièrement important de la vie syndicale. La participation en elle-même sera un enjeu face aux projets réactionnaires des tenants du libéralisme. Pour notre fédération, il s'agira de renforcer sa représentativité dans la territoriale et reprendre la première place à l'État. A cet égard, le travail fédéral entre SN au plus près du terrain sera crucial. Par ailleurs, à quelques encablures des élections présidentielles, renforcer la FSU comme l'ensemble du syndicalisme de lutte et de transformation sociale constituerait d'ores et déjà un signal face à l'extrême droite. La clarté à son égard sera déterminante, mais il faudra également compenser la sur-participation dans les secteurs dominés par des syndicats réactionnaires par un regain de participation dans les champs les plus progressistes, l'éducation en particulier. Il sera donc nécessaire de faire le lien entre les bagarres pour nos salaires, nos retraites, nos conditions de travail d'une part, et d'autre part pour des services publics renforcés, les droits et libertés, la rupture écologique, féministe et sociale à enclencher pour dessiner un tout autre futur.

-tecte pour l'ensemble des enfants et des adolescent·es jusqu'à 18 ans.

L'alternative qu'elle porte permettrait d'affronter les défis climatiques, économiques et démocratiques qui nous attendent. Ce projet d'école ne pourra advenir dans le cadre du dualisme scolaire. Pour y mettre fin, la nationalisation sans indemnité ni rachat de l'enseignement privé dans son ensemble est une solution. La FSU doit porter haut ses mandats réclamant la fin du dualisme scolaire dans la perspective de nationalisation du privé sous contrat. La publication prochaine du plan du collectif pour l'école publique laïque, organisant la sortie du financement public de l'enseignement privé, peut servir de point de départ d'une campagne offensive pour l'école publique comme priorité décisive. A la rentrée, les personnels ont montré leur disponibilité pour l'action, par des mobilisations locales pour des moyens et des mesures d'adaptation. La place de la FSU dans l'éducation l'oblige à prendre ses responsabilités et à chercher à construire les luttes nécessaires, au-delà d'une grève rituelle à visée électoraliste. Les mobilisations des personnels de l'éducation en Catalogne et en Belgique pour des investissements massifs dans l'école publique ouvrent la voie.